

COUR D'APPEL DE FORT DE FRANCE
ARRET DU 29 juin 2021

CHAMBRE CIVILE
N° RG 19/00152
N°P D V-B7D-CCBV

Décision déferée à la cour : Jugement du Tribunal de Grande Instance de Fort de France, en date du 20 novembre 2018, enregistré sous le n° 16/01360 ;

APPELANT :

Monsieur G F
[...]

Représenté par Me S S de la SELARL YSYS AVOCATS, avocat au barreau de MARTINIQUE

INTIMES :

Monsieur F P
[...]

Représenté par Me R P , de l'AARPI WINTER-DURENNEL, PREVOT & BALADDA, avocat postulant, au barreau de MARTINIQUE Me J D , de la SELARL DERAINE & ASSOCIES, avocat plaidant, au Barreau de la GUADELOUPE, SAINT-MARTIN ET SAINT -BARTHELEMY

ASSOCIATION ENJOY EVENT, représentée par son président en exercice
Résidence La Finca
Montebello
97170 PETIT BOURG

Représenté par Me R P , de L'AARPI WINTER-DURENNEL, PREVOT & BALADDA, avocat postulant, au barreau de MARTINIQUE Me J D , de la SELARL DERAINE & ASSOCIES, avocat plaidant, au Barreau de la GUADELOUPE, SAINT-MARTIN ET SAINT –BARTHELEMY

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue à l'audience publique du 30 avril 2021 sur le rapport de Madame C P , devant la cour composée de :

Présidente : Mme C P , Présidente de Chambre

Assesseur : Mme M L , Conseillère

Assesseur : Mme C D , Conseillère

qui en ont délibéré.

Greffière, lors des débats : Mme M M ,

Les parties ont été avisées, dans les conditions prévues à l'article 450 du code de procédure civile, de la date du prononcé de l'arrêt fixée au **29 juin 2021**

ARRÊT : Contradictoire

Prononcé publiquement par mise à disposition au greffe de la cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article 450 du code de procédure civile.

EXPOSE DU LITIGE

Par jugement contradictoire en date du 20 novembre 2018, le tribunal de grande instance de Fort de France a statué comme suit :

-constate que la marque DYABOLIK est la propriété réelle de l'association ENJOY EVENT qui l'a créée et en a usé antérieurement au dépôt à l'INPI par M. G F ,

-dit que le dépôt de ladite marque a été réalisé par M. G F en fraude des droits de l'association ENJOY EVENT,

-ordonne en conséquence le transfert de propriété au bénéfice de l'association ENJOY EVENT de la marque déposée à l'INPI le 13 septembre 2015 sous les références n° 15 4 209 242 « *DIABOLIK* »,

-dit que la présente décision sera retranscrite au registre national des marques,

-condamne M. F à verser à l'association ENJOY EVENT la somme de 2 000,00 euros au titre des frais d'avocat.

Par déclaration électronique en date du 10 avril 2019 M. G F a fait "*appel total*" de la décision.

Par déclaration électronique en date du 31 juillet 2019, M. G F a fait appel en ces termes :

" l'appel tend à l'infirmer en ce qu'il a constaté que la marque DYABOLIK est la propriété d'ENJOY EVENT, dit que le dépôt de cette marque a été réalisé par M. F en fraude des droits d'ENJOY EVENT, ordonné le transfert de propriété de la marque au bénéfice d'ENJOY EVENT, dit que le jugement sera transcrit au registre national des marques, condamné M. F à payer à ENJOY EVENT la somme de 2 000 € au titre de l'article 700 ainsi qu'aux entiers dépens qui comprendront le coût de l'incident de mise en état ".

La jonction des procédures a été ordonnée le 2 août 2019.

Dans ses dernières conclusions communiquées le 18 juillet 2019, M. G F demande à la cour de statuer comme suit :

-DIRE et JUGER que Monsieur G F produit de multiples preuves de ses droits sur la marque, le logo et le dessin DYABOLIK :

-dépôt de la marque et du logo à l'INPI,

-présentation de la plaquette et du dossier de presse de la DYABOLIK de 2015,

-multiples photos,

-multiples échanges d'écrits,

-procès-verbal de constat d'huissier du 26 avril 2016,

-multiples attestations sur l'honneur,

-plainte à la Gendarmerie du LAMENTIN du 09 avril 2016.

En conséquence :

-DIRE et JUGER que Monsieur G F est titulaire de 50 % des droits sur la marque, le logo et le dessin DYABOLIK ;

-INFIRMER la décision entreprise en ce qu'elle a dit que le dépôt de la marque, du logo et du dessin DYABOLIK a été réalisé frauduleusement par Monsieur G F ;

-DEBOUTER l'A E E de l'ensemble de ses conclusions d'appel, fins et conclusions ;

-DIRE et JUGER que Monsieur G F s'en rapporte a justice pour la détermination des autres 50% des droits sur la marque, le logo et le dessin DYABOLIK entre Monsieur F P et l'A E E C/ ENJOY EVENT.

Vu l'article L 717- 7 du Code de la Propriété Intellectuelle,

-DIRE que le présent arrêt sera transcrit au Registre National des Marques conformément au texte précité.

Vu l'article 700 du CPC, les frais irrépétibles engagés.

-CONDAMNER l'A E E à indemniser Monsieur G F à hauteur de 5 000 €

Vu l'article 699 du code de procédure civile,

-CONDAMNER l'A E E aux entiers dépens qui seront recouvrés par Me S S , Avocat à la Cour.

Dans leurs dernières conclusions communiquées le 18 novembre 2019 Monsieur F P et l'A E E demandent à la cour de statuer comme suit :

En la forme :

Statuer ce que de droit quant à la recevabilité ou l'irrecevabilité de l'appel interjeté par Monsieur G F le 10 avril 2019 puis complété le 31 juillet 2019 ,

Sur l'intervention volontaire de Monsieur F P :

Vu les articles 68, 325, 330 alinéa 2 du code de procédure civile,

Vu l'article R. 712-2, alinéa 4 du code de la propriété intellectuelle,

-DECLARER Monsieur F P recevable en la forme en son intervention ;

-L'y déclarer recevable, comme ayant intérêt à agir aux côtés de L'ASSOCIATION ENJOY EVENT pour défendre son action en revendication de la marque DYABOLIK N 15 4209242 déposée en couleurs par Monsieur G F le 13 septembre 2015 ;

-CONSTATER que Monsieur G F était dépourvu de mandat lors de son dépôt de la marque DYABOLIK N 15 4 209242 déposée en couleurs le 13 septembre 2015 et n'a donc pu agir au nom de Monsieur F P ;

-DIRE que la présente intervention se rattache indiscutablement à l'objet de la demande initiale dont se trouve saisi le Tribunal ;

- DECLARER, par suite, Monsieur F P recevable en son intervention volontaire accessoire.

Au fond :

CONFIRMER le jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de Fort-de-France le 20 novembre 2018 en ce qu'il a :

-Constaté que la marque DYABOLIK est la propriété réelle de l'association ENJOY EVENT qui l'a créée et en a usé antérieurement au dépôt à par M. G F ;

-Dit que le dépôt de ladite marque "DYABOLIK", a été réalisé par M. G F en fraude des droits de l'association ENJOY EVENT ;

-Ordonné en conséquence le transfert de propriété au bénéfice de l'association ENJOY EVENT de la marque déposée à l'INPI le 13 septembre 2015 sous les références n°15 4 209 242 "*DYABOLIK*" ;

-Dit que la présente décision sera transcrite au registre national des marques conformément aux dispositions de l'article L 717-7 du code de la propriété intellectuelle ;

-Condamné M. G F à payer à l'association ENJOY EVENT la somme de 2 000 € au titre de ses frais d'avocat.

-Condamné M. G F aux entiers dépens qui comprendront le coût de l'incident de mise en état ;

-DEBOUTER Monsieur G F de l'intégralité de ses demandes fins et conclusions ;

-CONDAMNER Monsieur G F au paiement de la somme de 5 000 € au bénéfice de l'association ENJOY EVENT et de F P au titre de l'article 700 du code de procédure civile outre les entiers dépens.

Par ordonnance en date du 17 octobre 2019, la conseillère de la mise en état a débouté l'association ENJOY EVENT de sa demande de nullité de la déclaration d'appel et de caducité de la déclaration d'appel.

Par arrêt avant dire droit en date du 9 février 2021 la cour d'appel de Fort de France a statué comme suit :

-ORDONNE la réouverture des débats à l'audience collégiale du vendredi 30 avril 2021 à 9h00 afin de recueillir les observations des parties sur l'effet dévolutif attaché à la déclaration d'appel ;

-Dit que l'appelant pourra conclure sur ce point jusqu'au 9 mars 2021 ;

-Dit que les intimés pourront répondre sur ce point jusqu'au 9 avril 2021 ;

-RESERVE les dépens.

Par conclusions notifiées le 9 mars 2021, Monsieur G F demande à la cour de statuer comme suit :

"Vu l'article 914 du CPC,

-JUGER incompétente « *rationae materiae* » la cour d'appel, seul le conseiller de la mise en état étant compétent pour statuer sur les caducités d'appel en l'absence de fait nouveau survenu après la clôture ;

Vu l'article 122 du code de procédure civile, l'ordonnance du conseiller de la mise en état du 17 octobre 2019,

JUGER que le conseiller de la mise en état a tranché que :

- la deuxième déclaration d'appel a été régularisée dans le délai de 4 mois imparti (délai de distance),

- les conclusions au fond ont été déposées dans le délai imparti de 4 mois à dater de la première déclaration d'appel (délai de distance).

Et par voie de conséquence a rejeté l'incident de caducité d'appel soulevé par l'A E E ;

En conséquence :

- DECLARER irrecevable le moyen de caducité soulevé par votre cour déjà tranché par le conseiller de la mise en état le 17 octobre 2019.

STATUER au fond

Le 12 avril 2021 les intimés ont indiqué qu'ils n'avaient pas d'observations sur l'effet dévolutif attaché à la déclaration d'appel et qu'ils s'en rapportaient sur ce point.

Il est référé pour un plus ample exposé des moyens et prétentions des parties à leurs dernières conclusions susvisées.

MOTIFS DE LA DECISION

Sur la saisine de la cour d'appel

Aux termes de l'article 542 du code de procédure civile, l'appel tend, par la critique du jugement rendu par une juridiction du premier degré, à sa réformation ou à son annulation par la cour d'appel.

L'article 901, 4°, du même code, dans sa version issue du décret n°2017-891 du 6 mai 2017 applicable aux instances introduites postérieurement au 1er septembre 2017, énonce que la déclaration d'appel est faite par un acte contenant, outre les mentions prescrites par l'article 58, à peine de nullité, les chefs du jugement expressément critiqués auxquels l'appel est limité, sauf si l'appel tend à l'annulation du jugement ou si l'objet du litige est indivisible.

L'article 562 du code de procédure civile, dans sa rédaction issu du décret n°2017-891 du 6 mai 2017, prévoit que l'appel défère à la cour la connaissance des chefs de jugement qu'il critique expressément ou de ceux qui en dépendent et que la dévolution ne s'opère pour le tout que lorsque l'appel tend à l'annulation du jugement ou si l'objet du litige

est indivisible.

Ainsi, l'effet dévolutif de l'appel ne s'opère que par le seul acte d'appel et il en résulte que lorsque la déclaration d'appel tend à la réformation du jugement sans mentionner les chefs de jugement qui sont critiqués, l'effet dévolutif n'opère pas.

Par arrêt du 30 janvier 2020, la deuxième chambre civile de la Cour de cassation a statué ainsi (pourvoi 1822528) :

"En vertu de l'article 562 du code de procédure civile, dans sa rédaction issue du décret n° 2017-891 du 6 mai 2017, l'appel défère à la cour la connaissance des chefs de jugement qu'il critique expressément et de ceux qui en dépendent, la dévolution ne s'opérant pour le tout que lorsque l'appel tend à l'annulation du jugement ou si l'objet du litige est indivisible.

En outre, seul l'acte d'appel opère la dévolution des chefs critiqués du jugement.

Il en résulte que lorsque la déclaration d'appel tend à la réformation du jugement sans mentionner les chefs de jugement qui sont critiqués, l'effet dévolutif n'opère pas".

Cette jurisprudence a été confirmée par arrêt du 2 juillet 2020 (pourvoi 1916954).

Il ne s'agit pas d'une nullité comme cela avait été invoqué devant la conseillère de la mise en état mais de déterminer l'étendue de la saisine de la cour d'appel fixée par la déclaration d'appel.

La première déclaration du 10 avril 2019 en visant uniquement un "appel total" ne comporte aucun chef de jugement critiqué et ne permet pas à la cour d'être saisie.

Contrairement à ce qu'a indiqué la cour dans son arrêt avant dire droit du 9 février 2021, la seconde déclaration d'appel a été faite dans le délai supplémentaire d'un mois dont disposait l'appelant, domicilié en Guadeloupe puisqu'elle a été effectuée le 31 juillet 2019, soit dans les 4 mois de la première déclaration et avant qu'il ne soit statué sur la régularité de la première déclaration d'appel.

Cette seconde déclaration d'appel a permis de régulariser la première déclaration d'appel et la cour est valablement saisie.

Sur les demandes

Monsieur G F a déposé le 13 septembre 2015 auprès de l'INPI, la marque semi-figurative "Dyabolik" pour les produits 25 (Vêtements chaussures chapellerie bonneterie) et 41 (divertissements activités

sportives et culturelles).

Ce dépôt a été fait par lui à son profit mais également au profit de Monsieur F P .

La cour constate que ce dernier conteste avoir donné mandat à Monsieur G F pour déposer la marque et que Monsieur G F ne justifie d'aucun mandat en ce sens.

Si la propriété d'une marque s'acquiert par l'enregistrement, celui-ci n'est constitutif de droits que dans la mesure où il n'a pas été effectué frauduleusement, notamment dans le but de l'opposer à un tiers afin d'en retirer un profit illicite.

L'association ENJOY EVENT soutient que ce dépôt s'est fait en fraude de ses droits.

Aux termes des dispositions de l'article L712 -6 du code de la propriété intellectuelle, si un enregistrement a été demandé soit en fraude des droits d'un tiers, soit en violation d'une obligation légale ou conventionnelle, la personne qui estime avoir un droit sur la marque peut revendiquer sa propriété en justice.

L'association ENJOY EVENT, régulièrement déclarée à la préfecture de Guadeloupe le 14 octobre 2014 et ayant pour objet la valorisation le développement et la promotion d'activités récréatives sportives et culturelles au travers d'actions d'animation offertes à tous publics, produit notamment les éléments suivants :

- un arrêté municipal du 4 septembre 2015 autorisant sa présidente à organiser la manifestation " *Dyabolik 2015* " les 12 et 13 septembre 2015,

- une facture de publicité auprès de F T ,

- une facture de publicité du 31 août 2015 auprès de la station NRJ,

- un contrat de support financier et matériel accordé par "*Cama Renault*" (pièce 5),

- la mise à disposition du circuit de Bellevue selon facture (pièce 9).

L'ensemble de ces éléments concordants démontre que c'est bien l'association ENJOY EVENT qui est l'organisatrice de la manifestation sportive des 12 et 13 septembre 2015 intitulée "*Dyabolik 2015*" et dont elle a assuré la publicité et le financement.

Elle produit également une facture de la société P D du 15 juillet 2015 pour la création du logo "*Dyabolik* " en différents formats. C'est ce même logo que l'on retrouve sur le dépôt de marque effectué par

Monsieur G F .

Monsieur G F produit lui-même, dans sa pièce 3, le mail que lui a adressé l'association ENJOY EVENT le 19 juin 2015, soit avant la manifestation et bien avant l'enregistrement de la marque, avec ledit logo caractéristique de la marque semi figurative qu'il a enregistrée ultérieurement.

Les attestations qu'il produit démontrent qu'il s'est occupé de la communication digitale, ce qu'il justifie également par la publication sur Facebook, et qu'il s'est investi dans l'organisation de cette manifestation apparaissant dans les contacts pour l'organisation de ces deux journées aux côtés de l'association ENJOY EVENT et de Monsieur F P .

Cependant l'organisateur officiel de cette manifestation auprès des autorités et qui l'a financée est bien l'association ENJOY EVENT et non Monsieur G F .

Or, lorsqu'il a déposé la marque il savait, pour avoir participé à cette manifestation, que l'association ENJOY EVENT en avait financé le logo, dont il indique dans ses écritures qu'il a été créé par un atelier de la famille de Monsieur F P et non par lui-même, et que c'est bien l'association ENJOY EVENT qui était l'organisateur officiel de l'événement. Monsieur F ne revendique d'ailleurs que la moitié de la propriété de la marque, l'autre moitié appartenant selon lui, à Monsieur F P , alors que ce dernier ne revendique pas cette marque qui a été déposée sans son accord. Le procès-verbal de constat d'huissier qu'il produit en date du 26 avril 2016 relatif à une seconde manifestation "Dyabolik " démontre par l'exposé qu'il en a fait à l'huissier qu'il entend s'opposer à l'utilisation de la marque par un tiers et en retirer un profit.

Il résulte de l'ensemble de ces circonstances des présomptions graves, précises et concordantes de ce que Monsieur G F a procédé au dépôt de la marque "Dyabolik " dans le but de priver l'association ENJOY EVENT de son exploitation.

Le dépôt de la marque par Monsieur G F le 13 septembre 2015 constitue une fraude aux droits de son légitime propriétaire qui est l'association ENJOY EVENT qui a fait réaliser le logo déposé frauduleusement.

C'est donc à juste titre que le premier juge a ordonné le transfert de propriété au bénéfice de l'association ENJOY EVENT de la marque déposée à l'INPI le 13 septembre 2015 sous le numéro 420924242.

La décision sera confirmée en toutes ses dispositions.

Succombant Monsieur G F conservera ses frais irrépétibles et il est équitable qu'il prenne en charge également les frais exposés par

l'association ENJOY EVENT pour faire valoir ses droits en appel, frais évalués à 2 000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile

PAR CES MOTIFS

La cour,

CONFIRME en toutes ses dispositions dont appel le jugement du tribunal de grande instance de Fort de France en date du 20 novembre 2018 ;

Y ajoutant

CONDAMNE Monsieur F à verser à l'association ENJOY EVENT et à Monsieur F P la somme globale de 2 000,00 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile ;

MET les dépens à la charge de Monsieur G F .

Signé par Mme M L , Conseillère, conformément à l'article 456 du code de procédure civile, en remplacement de la Présidente empêchée et Mme M M , Greffière , lors du prononcé à laquelle la minute a été remise.

LA GREFFIERE, LA CONSEILLERE,